



CCE GRDF DU du 20 juin 2018

Déclaration Liminaire

Les séances se suivent et.....se ressemblent !

A deux reprises, en moins de trois semaines, vous modifiez le lieu d'origine de notre réunion...et là, sans regarder à la dépense alors que la salle habituelle du CCE, 6 rue Condorcet est disponible et en parfait état de fonctionnement.

Si nous pourrions croire que ces « manipulations » sont organisées pour déstabiliser les représentants du personnel que nous sommes, nous serions plutôt enclins à y voir une absence totale de courage de votre part à vous « bunkeriser » de la sorte plutôt que d'aller affronter le personnel sur le terrain de leurs légitimes revendications, à moins que ce ne soit dû à un blocage psychologique qui vous empêche de retourner dans votre antre, auquel cas, une thérapie adaptée serait à préconiser !!!

Mais, alors que partout dans le pays, les travailleuses et travailleurs sont en grève et pour certains, depuis plusieurs semaines, pour revendiquer le juste retour de ce qu'ils produisent pour les entreprises, les employeurs agissent comme à une époque sombre de notre histoire, envoyant huissiers, vigiles et chiens de garde au-devant des grévistes qui ne réclament que leur dû, revendications largement atteignables eu égard à la très belle santé financière de nos entreprises, (vous savez, le fameux 1/3, 1/3, 1/3 cher à un certain président...). Au lieu de cela, vous engraissez actionnaires et dirigeants de l'entreprise avec des dividendes gargantuesques à faire pâlir les plus grosses fortunes du CAC 40 et ce, quitte à vous endetter !!! « Un pognon de dingues... », pour plagier un autre Président...

Que dire alors de l'attitude méprisante du représentant de l'employeur que vous êtes, Mr le Président, à l'endroit du secrétaire de l'organisme, en ne respectant pas LE DROIT et faire suite à une résolution unanime, votée lors de la séance du CCE de GRDF le 30 Mai dernier, séance qui, à ce jour, est toujours suspendue !!!

Si force doit rester à la Loi, il n'en demeure pas moins, M. le Président, que votre attitude est indigne d'une responsabilité telle que l'entreprise vous l'a confiée et à travers le Secrétaire de l'organisme, ce sont l'ensemble des membres de ce CCE et au-delà, les quelques 46 000 salariés GRDF et ENEDIS que vous bafouez !!!

En effet, vous avez le culot d'écrire dans votre « flash info » de ce lundi sur les mouvements sociaux, je cite « La Direction souhaite pouvoir reprendre rapidement un dialogue serein à la hauteur des enjeux de l'entreprise, dans le cadre des échanges que nous menons avec les représentants syndicaux ».....Mais vous vous foutez moquez ouvertement de notre gueule figure.... !!!

La « Charte Ethique », à travers laquelle chacun-e doit agir en conformité avec les lois et règlements, faire preuve de loyauté et d'honnêteté et respecter les autres,...bref, votre « fonction » ne vous dédouane pas de la respecter.

Pour revenir sur les évènements qui se sont déroulés le 30 mai dernier en CCE, cela ne vous dispense pas de respecter les prérogatives du CCE, vous en êtes même le garant, ... normalement ! Or, vous refusez de terminer la dite séance que vous avez suspendue, allant jusqu'à mettre en doute la probité du secrétaire et de l'ensemble des membres présents qui vous ont tous entendus suspendre le CCE.

D'autre part, le constat d'empêchement que vous avez rédigé plusieurs jours après n'est évoqué, ni en séance, ni dans le règlement intérieur du CCE.

Nous vous le réaffirmons Mr le Président, vous avez bien « suspendue » la séance du CCE du 30 Mai dernier et non « levée » comme vous tentez de le faire croire. Cette attitude provocatrice relève de la malveillance envers les élus du CCE et donc des 12500 salariés de l'entreprise et en totale opposition à la charte éthique de GRDF.

Sachez, M. le Président, que le Secrétaire du CCE a tenu informé l'ensemble des membres de l'organisme sur votre façon de dialoguer avec lui lors du traditionnel rdv pour la signature de l'ODJ de cette séance, le 15 juin dernier, en votre bureau, où il vous demandait, avant toute chose, de terminer le CCE suspendu avant d'ouvrir, celui convoqué, ce jour, sur les orientations stratégiques. Or, lorsque vous vous permettez, lors de cet entretien, de vouloir « museler » le Secrétaire de l'organisme en ces termes : « je vous regarde comme je veux », « je vous parle comme je veux » et « je fais comme je veux »,...Ou est passé le respect, la loyauté, la probité, l'humilité,... monsieur le Président, lorsque vous portez atteinte à l'intégrité d'un Secrétaire d'organisme... !!!?

Comment voulez-vous, alors, que l'on vous accorde notre confiance lorsque vous dites, dans votre courrier en réponse du 14 juin, au secrétaire du CCE, que vous réitérez votre souhait d'un dialogue social, constructif et apaisé, loin des évènements récents...

Alors oui, M. le Président, gaziers et électriciens sont en colère, mobilisés depuis plusieurs semaines dans le cadre de la défense de nos missions de Service Public, parfois en convergence de luttes avec les Cheminots, Hospitaliers, Fonctionnaires,...

Cette convergence des luttes, impulsée par la CGT, donne des signes encourageants pour gagner de nouveaux acquis sociaux et une autre répartition des richesses. Ce ne sont plus seulement des Salariés qui battent le pavé, mais des familles entières et autant d'organisations militantes qui s'investissent sans relâche pour bouger les lignes. Parce qu'il y en a plus que marre de ce Gouvernement et ses valets qui restent sourds aux attentes des Citoyens et des salariés et ne font que tendre l'oseille aux plus riches !!!

Ces mouvements revendicatifs ne se limitent pas aux seules portes des entreprises. Pour preuve, après « la fête à Macron », la Marée Populaire qui a dernièrement déferlée dans de nombreuses avenues de France a déclenché une alerte au tsunami du côté du Faubourg St Honoré et de la rue de Varenne.

La vague ne fait que commencer... !

Dans nos entreprises, de Rennes à Toulouse, de Marseille à Lille, en passant par Paris, les légitimes revendications sont portées par le personnel, avec la CGT et demandent le juste retour de la rétribution des richesses à celles et ceux qui les ont créées !!!

Or, la direction, fidèle serviteur zélée de ce gouvernement à la solde du Medef joue le pourrissement en n'entendant pas répondre aux légitimes revendications des salariés!

➤ Lorsque les Conseillers du service clients de Bagneux appellent à l'aide, leur direction sonne « occupée » !

➤ A Marseille, après plus de 6 semaines d'occupation du site gazier de CANTINI, les réponses apportées par les directions locales sont, soit, « on n'a pas la main, voir le national », soit, pas à la hauteur des revendications de la centaine de salarié concerné. Depuis, la gangrène gagne l'intérieur des terres à AUBAGNES, AIX, AVIGNON,...

➤ A RENNES, là-bas aussi les salariés ne peuvent que constater la disette imposée par l'absence de réponse à leurs revendications : Rémunérations, avancements, formation, embauches,....

➤ Les plateformes logistiques SERVAL sont également occupées, comme celle de GENEVILLIERS où les revendications portent sur les embauches et les rémunérations....

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs du service public du gaz et de l'électricité, avec les syndicats de la FNME CGT, sont dans la lutte. Cette lutte s'organise sous toutes leurs formes, avec des salariés qui occupent des sites, interpellent les employeurs et s'invitent lors de comité d'établissements ainsi que de Commissions Secondaires du Personnel, ou encore interpellent la population et des élus de la Nation pour démontrer leur attachement à la nécessité d'un service public avec des garanties collectives et statutaires de haut niveau.

A ce jour, ce sont plus de 175 sites, Gaziers, Electricité et/ou mixtes qui sont occupés.

La colère monte dans le pays et bien au-delà des agents de la distribution électrique et gazière car des salariés de centrales nucléaires et thermiques, de l'hydraulique, ont rejoint le mouvement sur leurs propres cahiers revendicatifs locaux. Plus que jamais, la période se prête à faire converger les luttes et les revendications des salariés pour que le patronat et le gouvernement entendent et acceptent nos exigences !

Même si leur objectif commun est de rendre toujours plus riche ceux qui ont tout en appauvrissant le reste des travailleurs, cette bataille s'inscrit dans une lutte entre classes sociales et Victor Hugo ne serait pas dépaycé...

Pour la FNME CGT, le but c'est l'émancipation collective et non l'individualisme au profit des plus riches prôné par le monarque Macron et sa petite bourgeoisie qui l'entoure tels le Président Levy pour EDF (ENEDIS étant sa filiale) et la Directrice Générale Kocher pour ENGIE (GRDF étant sa filiale), pour ne citer qu'eux.

Alors OUI : La convergence des luttes, c'est MAINTENANT !

Le mouvement social initié se développe avec une intensité croissante et rarement vue dans nos entreprises.

La CGT a relayé l'expression des salariés sur le terrain et le cahier revendicatif national qui en est issu.

Suppressions massives d'emplois, réforme de l'astreinte, intensification du travail, suppressions de sites, absence de reconnaissance salariale, réformes incessantes, etc., ce n'est plus possible !

Si les ordonnances Macron ont flexibilisé le marché du travail, à défaut de vraies sécurités pour les travailleurs, le projet de loi « Pacte » met la troisième couche au projet d'Emmanuel Macron visant à céder les pleins pouvoirs aux chefs d'entreprise, tout en croisant les doigts pour que ces derniers lui rendent la pareil en diminuant le chômage.... L'annonce de la privatisation d'ENGIE va dans le sens de cette analyse.

Mais gouvernements et directions restent sourds aux revendications légitimes des salariés et nous emmènent tous dans le mur sans autre justification que leur objectif de faire toujours plus de cash.

Votre politique se fait contre le service public, les usagers et les salariés. Tout le monde le sait aujourd'hui et cela légitime pleinement la réaction des salariés.

Mis devant cette réalité, le comportement agressif des directions pour tenter de décrédibiliser le mouvement n'a d'autre but que de masquer leurs turpitudes !

C'est tout le corps social qui est touché, mais pas uniquement les exploitants aujourd'hui majoritaires dans l'action. Tous les métiers techniques sont concernés (acheminement, chargés d'affaires, ARE, BEX, MSG, etc.) mais aussi les métiers tertiaires avec la réforme des USR et le dossier PER 2019 à GRDF et notamment dans les DCT.

L'ensemble des salariés, quel que soit leur métier, veulent manifester leur mécontentement et aspirent à contribuer au mouvement... Car aujourd'hui, tous les salariés ont pris conscience qu'ils vont subir les effets négatifs de la politique mortifère imposée par nos dirigeants. Et ce n'est pas vos attitudes dédaigneuse, hargneuses ou calomnieuse en envoyant vos encadrants faire vos basses besognes et de la délation à tour de bras qui vont miner ou décourager les travailleuses et travailleurs en lutte !

Aussi, dans la continuité de ce qui enflamme comme un mouvement social historique dans nos entreprises, la CGT a décidé d'appeler à une journée "entreprise morte" le 21 juin 2018, car il n'y a pas d'autre alternative que d'amplifier et durcir le mouvement en cours pour garantir l'avenir des salariés de nos entreprises de la Distribution d'Electricité et de gaz pour un vrai Service Public aux usagers !

Je suis Marcel PAUL !

« Je vous demande de ne jamais oublier que vous avez en charge un instrument fondamental de la vie du pays. Votre dignité, comme l'intérêt national, vous font un devoir impérieux de continuer à défendre sans jamais défaillir le service public, propriété de la nation, contre les représentants du grand capital industriel et bancaire dont le seul objectif est d'asservir encore plus le pays à leurs insatiables besoins de domination et de profits.

De continuer avec le même courage à défendre notre légitime statut national, nos retraites, nos œuvres sociales, qui font désormais corps avec les deux établissements publics, issus du programme du conseil national de la résistance, expression du combat de ceux qui ont été jusqu'au sacrifice de leur vie pour sauver le pays et, avec lui, ses riches traditions d'humanisme et de liberté. »

Si cet « Appel aux personnels des IEG » prend encore tout son sens aujourd'hui, la CGT entend plus que jamais le respecter et le faire valoir... !